

Gangs, faim aiguë, choléra : Haïti « au bord du gouffre »

Par **Sophie Alary**, le 17/11/2022 à 04h01

Les ONG sur place dépeignent un tableau humanitaire toujours plus dégradé mêlant insécurité, difficultés d'approvisionnement et danger sanitaire.



Il ne pouvait y avoir de mise en garde plus crue : « *La communauté internationale doit agir immédiatement pour éviter une tragédie à Haïti : le pays est au bord du gouffre* », a estimé le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, le 2 novembre.

Comment la communauté internationale peut-elle aider Haïti ?

Dans ce pays classé par la Banque mondiale comme l'un des plus pauvres au monde, les livraisons de carburant viennent tout juste de reprendre, après que la police a regagné le contrôle du plus gros terminal pétrolier, immobilisé depuis deux mois par les gangs. Le blocage du port avait conduit à une quasi-paralysie du pays et considérablement aggravé la crise humanitaire : le manque de carburant a interrompu la distribution d'eau potable, cruciale dans la lutte contre le choléra, dont les cas explosent ces dernières semaines.

Inquiétante propagation

Médecins sans frontières (MSF) comptabilise plus de 7 900 hospitalisations depuis le début de la crise au mois de septembre, sans compter les cas les moins graves, réhydratés directement dans les antennes de quartier. Dans son dernier bulletin épidémiologique publié le 12 novembre, le ministère de la santé publique indique avoir enregistré plus de 300 hospitalisations en moins de vingt-quatre heures.

Haïti : le corps des femmes, « arme de guerre » pour les gangs rivaux selon le rapport d'une ONG

Sarah Château, responsable de programme Haïti à MSF, s'inquiète du fait que la vaccination n'ait toujours pas été autorisée par le gouvernement. L'OMS a déclaré pouvoir mettre à disposition du pays 500 000 doses. « *Le moment venu, ce sera nettement insuffisant ! Rien qu'à Cité Soleil (près de Port-au-Prince, NDLR), il y aurait 300 000 personnes à vacciner.* » L'épidémie continue par ailleurs de se propager dans le pays, et rien n'indique aujourd'hui un fléchissement possible des courbes.

Entre faim et ultraviolence

De grandes manifestations continuent à se dérouler à Port-au-Prince : les habitants, à bout, y dénoncent la misère, l'insécurité et l'illégitimité du gouvernement intérimaire, accusé de laisser le pays s'enfoncer dans la crise. Les gangs armés continuent de bloquer toutes les routes autour de la capitale, rendant dangereux les déplacements vers les provinces, et privant le pays d'une partie de ses approvisionnements en nourriture et en médicaments.

« *L'accès humanitaire est sévèrement limité* », indiquait l'ONG Care le 18 octobre. En conséquence, 4,7 millions d'habitants (soit 40 % de la population) souffrent de faim aiguë, selon un récent rapport du Programme alimentaire mondial (PAM). À Cité Soleil, le plus grand bidonville du pays, 19 000 personnes sont en train de mourir de faim, alerte le PAM.

Pour aider Haïti « paralysé », le chef de l'ONU réclame une force armée internationale

MSF France y gère un hôpital qui prend en charge les urgences, les cas traumatiques et les victimes de violences sexuelles. Sarah Château dépeint un monde d'hyperviolence : « *Nous recevons de plus en plus de personnes blessées par balle, polytraumatisées, que nous devons parfois opérer plusieurs fois ; les gangs ont certainement des armes plus sophistiquées qu'auparavant.* »

Plus de 20 000 déplacés

La branche haïtienne du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) s'inquiète aussi des hausses importantes des violences des gangs armés et des cas d'enlèvement. Selon l'agence, 1,5 million de personnes à Port-au-Prince vivraient dans des zones sous influence des gangs, et plus de 20 000 personnes auraient déjà été déplacées, à cause de ces violences, dans des camps de fortune surpeuplés en périphérie de la capitale.

Dans ce contexte, MSF, comme d'autres ONG, cherche à protéger son personnel. Elle effectue des navettes pour amener les salariés depuis leur domicile et s'est organisée pour que certains puissent dormir près des lieux de soins, afin d'éviter les risques d'enlèvement ou les blocages aux barrages.

Sophie Alary